

CIBLE

Code

En décembre dernier, quelques esprits chagrins reprochèrent aux jeunes manifestants de ne pas avoir de politique universitaire. Ils oubliaient que toute révolte est un refus. Ils ne voulaient pas voir que les lycéens et les étudiants rassemblés dans la rue avaient le projet de vivre ensemble, avec leurs différences, dans la diversité de leurs origines nationales et culturelles.

Cette fraternité s'affirmait spontanément, joyeusement, sans la moindre mise en scène, contre une xénophobie qu'on disait galopante. Après trop d'erreurs et de violences, le gouvernement dut plier, et annoncer la pause des réformes. Mais voici que M. Chalandon s'obstine dans son projet de réforme du code de la nationalité. Couvert par M. Chirac, le Garde des Sceaux cède aux groupes de pression les moins honorables.

La manifestation du 15 mars montre qu'il commet une erreur grave: on ne gouverne pas un pays contre la grande majorité de ses familles politiques et spirituelles, ni contre le désir de fraternité de la jeunesse. Il ne lui reste plus qu'à retirer ce qu'il a imprudemment maintenu.

16 MARS

Triste bilan



Diplomatie

**Gorbatchev
tous azimuts**

(p. 5)

Social

**Plongée dans la
grande pauvreté**

(p. 6-7)

M 2242 - 467 - 10,00 F



3792242010004 04670

Francophonie

Un héritage en péril

C'est le 1er mars 1984 que François Mitterrand crée cet organisme qui succède au Haut Comité de la Langue Française, institué en 1966 par Georges Pompidou. En dépit de nombreuses oppositions chez les socialistes, le chef de l'Etat, préservant la francophonie de la politique politicienne, fixe sur son choix sur l'écrivain gaulliste. Cependant, malgré la tenue, en 1986, du premier sommet qui réunit une quarantaine de pays utilisant le français, les moyens financiers mis à la disposition du Commissaire général de la Langue française, aussi bien que l'attention qui lui sera accordée, resteront symboliques, et plus encore avec Laurent Fabius qu'avec Pierre Mauroy.

Jacques Chirac, se félicitant de la nomination de « ce gaulliste de bonne souche, donc incommode et décidé » ajoutait cependant à l'époque: « je ne crois pas beaucoup à une action efficace du gouvernement actuel en matière de francophonie... Il n'a plus les moyens de sa politique ». Dès le 16 mars, le propos demeure d'actualité: le nouveau Premier ministre s'empresse de nommer un secrétaire d'Etat à la Francophonie (ce qui n'était pas, en soi, une mauvaise idée) en la

Trois ans après sa nomination, Philippe de Saint Robert quitte le Commissariat Général de la Langue Française.

personne controversée de Lucette Michaux-Chevry. Bien que le rôle respectif des deux organismes n'ait jamais été clairement délimité, le Commissariat Général de la Langue française est placé « en tant que de besoin » à la disposition du secrétariat d'Etat.

Dès lors, les conflits se multiplient. Si la succession d'anecdotes peut prêter à sourire, le véritable sabotage du Centre terminologique Jacques Amyot (qui emprunte son nom à un linguiste de la Renaissance)

cher à Philippe de Saint-Robert, ne laisse pas d'inquiéter. Dans sa Lettre ouverte à ceux qui en perdent leur français, le Commissaire général écrivait: « Ambitionner un rôle pour le français dans la société internationale d'aujourd'hui, c'est d'abord vouloir mettre à la disposition de tous ceux qui désirent l'employer les outils linguistiques dont ils ont besoin... toute politique de défense de la langue est inséparable d'une véritable politique d'enrichissement de la langue

par la création lexicale et terminologique ».

Ainsi prend fin le mandat, qui aurait pu être reconductible une fois, de Philippe de Saint Robert. Le nom de Bernard Billaud a été avancé pour lui succéder, mais aucune décision n'a été prise. Ce collaborateur de Jacques Chirac possède non seulement la compétence, mais la culture nécessaires pour mener cette tâche à bien. Pourtant, nous avons vu dans quelles circonstances difficiles il devrait le réaliser. En obtiendrait-il les moyens ? Ce n'est pas trahir un secret que de dire que l'ancien directeur de cabinet du Maire de Paris, qui avait ensuite assumé la direction générale des relations internationales de la capitale, se trouvait depuis longtemps « sur la touche ». Dès lors, ne s'agirait-il, dans l'esprit du Premier ministre, que d'un lot de consolation ?

Du secrétariat d'Etat à la Francophonie au Commissariat Général de la Langue Française, en passant par le Haut Conseil de la Francophonie ou la Direction des Affaires francophones du Quai d'Orsay, les « structures » ne manquent certes pas. Seule, peut-être, la volonté...

Alain SOLARI



royaliste

SOMMAIRE : p.2: Un héritage en péril - p.3: La morosité martiniquaise - p.4: Echec à Stasi - Etat d'urgence - p.5: Gorbatchev tous azimuts - p.6-7: Plongée dans la grande pauvreté ? - p.8: Les années de rêve - La mission d'Edgar - p.9: Le don de la vie - p.10: Une vie de flic - Dupes ou salauds ? - p.12: Un an de « libéralisme »

REDACTION - ADMINISTRATION
17 rue des Petits-Champs 75001 Paris
Tel. : (1)42.97.42.57
Directeur de la pub. : Yvan AUMONT
Comm.Parit. 51700 -ISSN 0151-5772
Diffusion NMPP - Imprimé en France

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (55 F), 6 mois (105 F), un an (180 F), de soutien (300 F)*

(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

D.O.M.

La morosité martiniquaise

Qui, plus que Jacques Chirac, est sensible aux problèmes des départements d'outre-mer ? Alors pourquoi le climat politique des D.O.M. est-il de plus en plus détestable ? Prenons l'exemple de la Martinique.



- situation économique: la Martinique exporte vers la France et l'Europe l'essentiel, pour ne pas dire la totalité, de sa production agricole (canne, sucre, rhum, banane, fruits tropicaux). Or elle doit supporter une très vive concurrence des pays méditerranéens (Israël, Espagne) et des pays ACP qui, grâce aux accords de Lomé III se voient accorder des conditions douanières préférentielles. A cela s'ajoute une législation européenne défavorable: on peut donner comme exemple la réglementation sur le rhum, qui tend à favoriser les alcools industriels de faible valeur fabriqués surtout par les anciennes colonies anglaises et hollandaises, au détriment du «rhum agricole», de grande qualité, beaucoup plus coûteux, et production principale des Antilles françaises. Sans parler de la remise en cause de l'octroi de mer dont le dossier n'est pas clos.

Mais tout ceci n'est pas nouveau, et n'explique pas seul ce manque d'enthousiasme: cahin-caha, les choses s'amé-

liorent lentement et, si la «parité globale» tarde à venir, depuis 1946 - date de la départementalisation - les progrès économiques et surtout sociaux sont réels.

La deuxième raison à ce pessimisme ambiant, celle qui est nouvelle et explique mieux que, même dans la majorité (minoritaire en Martinique), les efforts du gouvernement n'aient pas fait pavoiser, la voici: l'importance de l'effort consenti pour les DOM cache en fait une régression politique, car certaines des responsabilités qui avaient été transférées à la région sont reprises par un gouvernement qui a explicitement remis en cause le «pouvoir de gestion» de ces Régions.

Or la régionalisation, qui s'était traduite dans les faits par la mise en place des «Contrats de Plan Etat-Région» répondait à la réclamation fondamentale des DOM. Plus que n'importe quelle autre communauté en effet, ces régions ont besoin pour leur développement d'une décentralisation effective des

pouvoirs, afin d'être à même de jouer directement le rôle qui leur revient dans une zone géographique. A François Mitterrand, venu en décembre 85, dans les Antilles, Aimé Césaire, porte-parole à cette occasion de l'ensemble de la classe politique, avait déclaré en substance: notre exigence prioritaire, celle qui aurait pu nous pousser vers la rupture, était d'obtenir dans le cadre national la reconnaissance de notre spécificité, avec ce que cela implique de responsabilités sur notre destin. Elle est satisfaite par la loi de régionalisation. Notre problème est maintenant économique: sortir du sous-développement. Cette décentralisation, qui avait si manifestement décrispé la Martinique, avait donné des résultats immédiats: ouverture économique sur les pays voisins, participation aux réunions et programmes internationaux caribéens, coopération et échanges économiques, sociaux, culturels, on n'avait jamais vu les Antilles françaises participer autant à la vie caraïbe et mettre en valeur leurs atouts (formation, niveau économique, etc.). Et ceci, coïncidence heureuse, au moment où Haïti, l'autre pôle francophone de la Caraïbe, s'ouvrait lui aussi au monde extérieur.

Retour aujourd'hui à la case départ: les problèmes socio-économiques sont pris en charge par la métropole, et l'on ramène les Martiniquais à une dépendance plus stricte vis-à-vis du pouvoir parisien. Il faut regretter qu'une vision jacobine des réalités ait provoqué cette régression, et plus encore craindre qu'à la morosité ne succède l'exaspération d'une région qui a, durant trois ans, goûté aux responsabilités et à la liberté.

François GERLOTTO

Lâcheté

Echec à Stasi

Bête noire du Front national et des éléments les plus réactionnaires de la majorité, Bernard Stasi avait été battu lors de la précédente élection à la commission des Affaires étrangères à la suite de défections dans son propre camp et Roland Dumas avait eu l'inélégance d'accepter d'être élu à sa place. L'affaire avait fait grand bruit et Jacques Chirac avait promis qu'en avril pas une voix ne manquerait au député d'Epernay, qui est un des principaux dirigeants du CDS.

Las ! Quelques députés du Parti républicain ont annoncé leur soutien à une candidature de M. Giscard d'Estaing, qui ne s'est point récrié. Et le Conseil politique du CDS a immédiatement retiré la candidature de Bernard Stasi en invoquant l'union nécessaire de la majorité.

Oubliant que ce sont les amis de M. Giscard d'Estaing qui créaient le trouble dans la majorité et compromettaient son unité, le CDS s'est rendu sans combattre, en abandonnant un homme politique respecté et apprécié en dehors de son parti, mais contesté et parfois détesté dans son camp.

Il est clair que M. Gaudin et les autres fiers-à-bras du Parti républicain font payer à Bernard Stasi son attitude sur l'immigration. Chacun attendait que la direction du CDS, qui ne peut ignorer ce point, soutienne son candidat avec d'autant plus de fermeté que cette attitude du député d'Epernay honore une formation qui se réclame de la tradition démocrate-chrétienne. Le CDS a renié, par son lâchage, la meilleure part de lui-même, et risque de devenir une troupe de supplétifs sacrificiels à merci.

Yves LANDEVENEC

Conjoncture

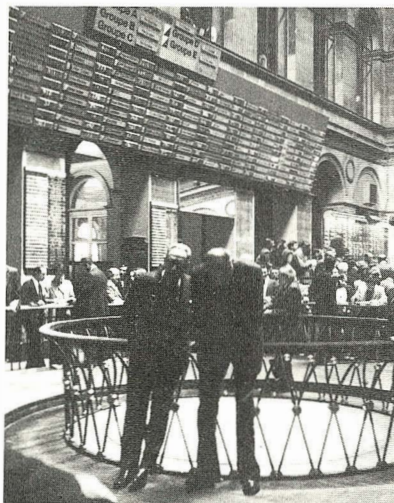
Etat d'urgence

Tous les journaux ont fait le bilan d'un an de gestion chiraquienne. Il faut désormais s'interroger sur ce que nous réserve 1987 dans le domaine de la politique économique.

Avec une révision à la hausse du taux d'inflation pour 1987, un nouvel accroissement, en début d'année, du déficit extérieur et une aggravation sensible du chômage, Edouard Balladur a du souci à se faire. Et ce, d'autant plus que notre économie est entrée dans une phase de dépression. Il y a deux raisons essentielles à cela : la baisse du pouvoir d'achat des ménages, intervenue selon l'INSEE (1), à la mi-86, et une réduction des investissements.

Il serait trop facile de dire que le gouvernement se contente de contempler et de gérer la crise ; il fait ce qu'il peut. Sans succès, hélas ! Car s'il dispose, dans la logique qui est la sienne, d'un arsenal de moyens important, tous s'avèrent inefficaces confrontés à la réalité. D'où une volonté affichée de maintenir le statu-quo. Si Edouard Balladur refuse de relancer la croissance par quelque biais que ce soit, c'est parce qu'il craint un accroissement phénoménal du déficit extérieur. Pas question non plus d'accepter une augmentation du salaire des fonctionnaires. L'inflation redémarrerait de plus belle. Quant à l'aide fiscale aux investissements, le ministre d'Etat s'y oppose avec vigueur. Celui-ci repartira « naturellement de lui-même ». Le problème à l'heure actuelle, réside dans le fait que les entreprises, ayant amélioré, depuis un an, leur situation financière, préfèrent les placements boursiers aux investissements productifs qui restent d'une faible rentabilité. L'euphorie qui règne en ce moment à la bourse de Paris en témoigne.

Pour ce qui concerne l'emploi, un certain nombre de mesures seront prises ou reconduites qui devraient permettre, sinon de résorber le chômage, du moins d'arrêter son ascension. Des moyens financiers vont être débloqués pour la formation professionnelle en entreprise. Mais en sera-t-il de ces mesures comme de la suppression de l'autori-



sation administrative de licenciement, qui devait permettre de créer 371.000 emplois (2), et qui a eu pour effet d'accroître le nombre de licenciés économiques de 6.000 par mois (1) ?

L'effet conjugué du maintien du statu-quo et de mesures propres à satisfaire une certaine clientèle, ainsi qu'une mauvaise analyse de la réalité, ne peuvent qu'être néfastes à notre pays. Une nouvelle politique économique, qui sorte des sentiers battus doit être envisagée : plus que jamais, il y a urgence.

Patrice LE ROUE

(1) Note conjoncturelle de l'INSEE - 1er trimestre 87.

(2) Yvon Gattaz.

L'initiative Gorbatchev si être isolée des offensives s' Orient

Il y a bien une stratégie diplomatique tous azimuts. Face à la cohérence d'ensemble du projet soviétique, les réactions françaises et occidentales sont pour le moins désordonnées. On sait comment ont été accueillies chez nous les propositions sur le désarmement. Si Gorbatchev peut se féliciter d'avoir fait éclater le consensus du corps politique sur la Défense, événement lourd de répercussions, la tendance demeure toutefois en retrait des positions de Washington et des capitales des pays européens dits du déploiement (des Pershing).

Il n'en va pas de même sur le Moyen-Orient. La relance par Moscou de l'idée de conférence internationale a été relayée expressément par l'Europe des douze. Nous sommes en pointe sur ce sujet au sein de la coopération politique. Les Etats-Unis étant nettement en retrait.

En Asie, les cartes se redistribuent discrètement, sans grand bruit. Nous ne sommes plus acteurs directs pour le moment qu'au Pacifique. Mais justement, le vote unanime de tous les pays asiatiques contre nous début décembre à l'ONU, dans l'affaire de l'inscription de la Nouvelle-Calédonie sur la liste des territoires à décoloniser, nous a rappelé l'existence d'une Asie consciente d'elle-même et notre trop longue négligence. Nous venons de l'échapper belle avec la décision américaine de ne pas ratifier le traité de Rarotonga sur la dénucléarisation du Pacifique. Washington ne nous avait pas habitués à tant d'égards sur notre position de puissance coloniale !

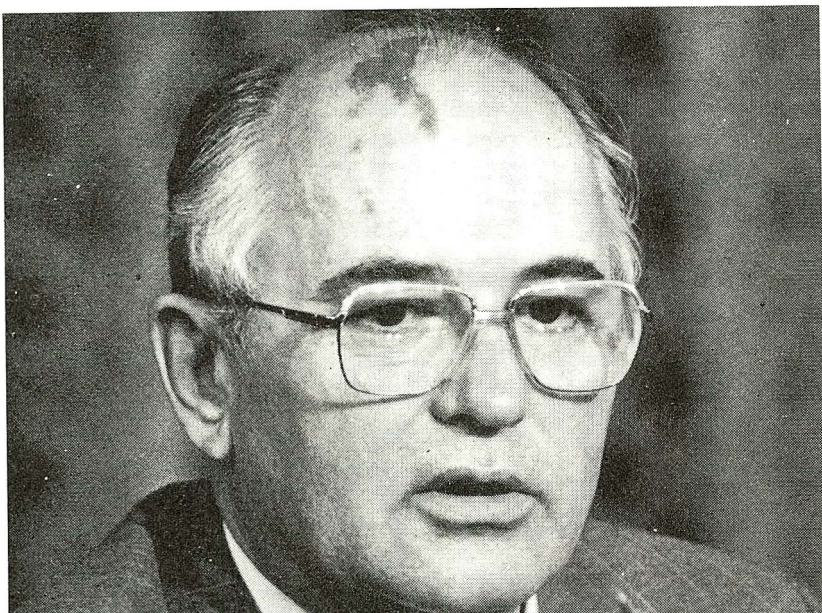
Comme du temps de la guerre

Synthèse

Gorbatchev tous azimuts

Les euromissiles ne saurait
sur d'autres fronts: au Moyen-
Orient et l'Asie.

le Pacifique: l'Australie. Gor-
batchev lorgne volontiers vers
le Japon, mais le prix à payer
pour un rapprochement - les



d'Indochine française, les Américains auraient pu estimer que nous constituons un facteur de trouble, d'incitation au nationalisme, à l'extrémisme, à l'entrée des Soviétiques ou des Libyens, point de vue aujourd'hui défendu en Australie ou en Nouvelle-Zélande ! Il était tentant de faire un geste, largement gratuit comme celui de l'URSS, en direction des Etats de la zone. Il n'en a rien été. En dépit de pressions de plusieurs membres du Congrès, la Maison Blanche a tranché en notre faveur: beau succès diplomatique. Londres prend son temps - Commonwealth oblige - mais sa réponse ne fait pas de doute.

On remarque que l'offensive soviétique sur ces trois terrains, européen, moyen-oriental et asiatique, est orientée en direction de trois Etats-clés, même si tous sont touchés par les ondes émises. En Europe: l'Allemagne - au Moyen-Orient: Israël - en Asie: le Pakistan - voire, dans

les îles Kouriles - est encore trop élevé. Néanmoins il ne faut pas dire « jamais ».

Ces pays vous paraissent-ils trop traditionnellement alliés aux Américains pour risquer d'aller très loin dans leur présente dérive ? Réintégreront-ils la maison-mère au premier coup de sifflet ? Peut-être, mais le balancement, la valse-hésitation, n'en sont que plus vains. Ils sont le revers presque inéluctable d'un trop net alignement, que ne devrait heureusement pas connaître une nation authentiquement indépendante, comme la France à travers son histoire.

Deux questions demeurent à résoudre pour notre diplomatie: quelle politique en Asie ? Quelle cohérence entre les trois terrains d'action ?

« La conduite des relations internationales entre nations asiatiques est comparable à la

gestion de l'équilibre des pouvoirs dans l'Europe des XVIII^{ème} et XIX^{ème} siècles ». Kissinger est orfèvre. C'est vrai que les uns redoutent l'URSS, d'autres la Chine, d'autres encore le Japon, d'autres le Vietnam, d'autres l'Inde, et l'Inde tout à la fois la Chine et le Pakistan. Pour peu que le Japon augmente son budget de Défense, la Chine se referme; que l'URSS courtise le Pakistan en pensant à l'Afghanistan, c'est l'Inde qui s'interroge et se met sur sa garde; le rapprochement sino-soviétique enfin ne laisse pas d'inquiéter tout un chacun, y compris le Vietnam, vietnamien avant d'être communiste pour le cas d'espèce.

Ce n'est pas pour rien que les ministres des Affaires étrangères des deux super-grands viennent de consacrer, M. Shultz une semaine, M. Schevardnadze près de deux semaines, à une tournée asiatique: Chine, Corée, Japon pour le premier, Thaïlande, Australie (la première fois depuis 1917), Indonésie (la première depuis la chute de Soekarno en 1965), Vietnam, Laos et Cambodge.

Heureuse surprise: la France suit ! Dans le même temps, M. Raimond était en Inde et au Japon, M. Bariani au Bangladesh et au Népal, et une autre visite de M. Raimond est annoncée pour mai en Chine et au Pakistan. Economiquement nous ne pesons nulle part plus que notre un pour cent. Mais la décision américaine sur Rarotonga nous a conforté: Australie et Nouvelle-Zélande commencent à modérer leur propos. Les commentaires de M. Raimond sur les propositions Gorbatchev ont agréablement surpris en Asie dans la mesure où, pour la première fois semble-t-il, la France considérerait l'équilibre en missiles comme devant être « global » et devant s'appliquer à l'Asie de même qu'à l'Europe !

Cet exemple est l'indication d'une nouvelle cohérence dans notre approche. Puissance nucléaire, nous avons, spécialement du fait de la composante sous-marine, notre mot à dire aussi sur les missiles stationnés en Sibérie. Ce qui est, entre parenthèse, l'inverse du raisonnement tenu par les Américains sur l'Europe par rapport à l'Asie, sous prétexte que pour les super-grands, le centre de gravité du monde se serait déplacé vers le Pacifique. On globalise ou on ne globalise pas, on ne globalise pas à demi.

Les Américains ne se contentent pas de cette demi-vérité. Ils la font coexister avec cette volonté de traiter bilatéralement avec l'URSS les grandes crises régionales. Ainsi du Cambodge et de l'Afghanistan. Très bien, mais comment aujourd'hui ne pas succomber aux sirènes gorbatchéviennes là comme sur l'Europe ? Comment ne pas voir qu'il y aurait une forme de règlement de ces deux problèmes qui favorise un dessein global pour l'Asie, un reclassement des forces qui ne serait pas favorable par exemple à l'Inde qui s'en est déjà aperçue, ni aux Etats-Unis et à l'Occident ? Autre conséquence: peut-on traiter avec l'URSS sur l'Asie du sud et refuser de le faire sur le Moyen-Orient ? On nous objectera que nous voulons inclure l'URSS sur le Moyen-Orient et refusons d'entrer dans un tel processus sur l'Asie-Pacifique ? Or, ce n'est pas la même chose: c'en est même l'inverse. Toute la différence réside dans l'appréciation de ce qui est régional et de ce qui est global dans l'articulation de l'un à l'autre. Il y aurait ample matière à des consultations franco-américaines à cet égard, seuls à seuls.

Yves LA MARCK

Plongée dans la grande pauvreté

Royaliste: La première question qui se pose est d'ordre statistique. A lire votre rapport, on s'aperçoit qu'on ne connaît pas le nombre de personnes qui se trouvent dans une situation de grande pauvreté.

Père Wresinski: Il est vrai que, d'un point de vue scientifique, les statistiques sur la grande pauvreté n'existent quasiment pas. D'où la difficulté de ce rapport. On ne sait pas qui sont les personnes, les familles, les groupes en situation de grande pauvreté, et on ne connaît pas l'ampleur du phénomène. Nous avons donc essayé de faire le point, et l'une de nos conclusions est qu'il est urgent de mettre le pays en état de vraiment connaître ce phénomène.

Royaliste: Il existe cependant un certain nombre d'estimations globales. Pouvez-vous nous en citer quelques unes ?

Père Wresinski: On a cité deux millions et demi de personnes qui seraient au dessous du minimum vital, et quatre cent mille personnes qui vivent dans l'errance, mais ce sont des approximations, des chiffres indicatifs. On ne peut dire que notre pays connaît quantitativement les pauvres qui y vivent.

Royaliste: Nos voisins européens sont-ils aussi ignorants que nous ?

Père Wresinski: La Grande-Bretagne, depuis 1830, a tenu à jour des statistiques sur l'évolution de l'intelligence des enfants, de leur réussite scolaire, etc. C'est le seul pays qui ait une connaissance sérieuse de l'illettrisme - phénomène caractéristique de la grande pauvreté. Les autres pays européens ignorent, comme nous, les données du problème auquel ils sont confrontés.

Royaliste: Parvient-on, du moins, à discerner les causes de la grande pauvreté ? Il y a bien sûr la crise économique mais, dans votre rapport, vous soulignez également le relâchement du lien social...

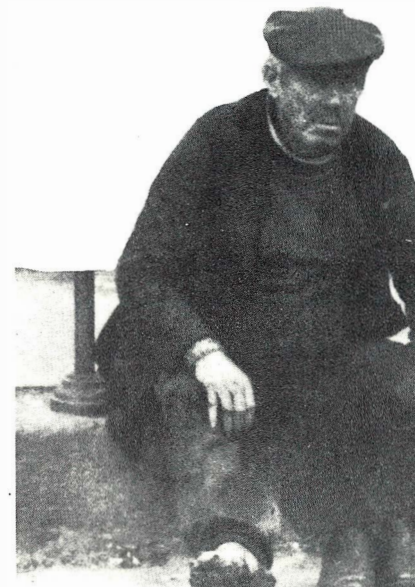
Père Wresinski: L'état de grande pauvreté est une situation qui met les individus à part. C'est un état de rupture par rapport à l'ensemble des citoyens, et cette rupture est globale: on ne peut plus payer ses factures d'électricité, on n'a pas de travail, les enfants ne parviennent pas à suivre une scolarité normale, ils mangent mal et ne dorment pas suffisamment, d'où une fatigue permanente. La grande pauvreté est un état en soi, et ceux qui se trouvent dans cette situation ne savent par quel «bout» la prendre pour en sortir. Ils sont sans travail, menacés d'être expulsés de leur logement, leurs repas ne sont pas assurés, ce qui crée une relation très particulière et très difficile entre ces personnes ou ces familles et leur environnement social. Il y a les démarches auprès des services sociaux, les dettes contractées auprès des voisins et que l'on ne peut pas rembourser...

Ces familles vivent comme sur une île, et ne savent pas quel pont prendre pour rejoindre le continent. Elles ne sont plus à égalité avec personne, et cela d'autant plus qu'elles sont considérées comme responsables de leur situation. L'entourage dit que ces familles cherchent du travail en priant le Bon Dieu de ne pas en trouver, qu'elles ne savent pas compter, etc. Il y a donc une interrogation permanente qui pèse sur les pauvres et qui provoque leur culpabilisation. Or, dès qu'il y a ce sentiment de culpabilité, on ne se sent plus l'égal des autres, on ne pense plus qu'on a des droits, on n'ose plus réclamer dans la

crainte d'être mal jugé. Dans tous les milieux de grande pauvreté où j'ai vécu, j'ai été frappé par le fait que les familles avaient pour premier souci de montrer que leurs enfants étaient gras, c'est-à-dire bien nourris: c'était le seul critère de valorisation, qui permettait de prouver que les parents étaient de bons parents.

Royaliste: Le regard porté sur la grande pauvreté a-t-il évolué ?

Père Wresinski: Le rapport que j'ai présenté devant le Conseil Economique est en lui-



même un signe d'évolution, parce qu'il a situé la question sur le plan des droits. Jusqu'à ces dernières années, on considérait que nous avions des devoirs à l'égard de ces populations - non des devoirs de justice mais des devoirs d'humanité. Cela signifiait en réalité l'assistance, avec ce que cela suppose de condescendance. La population pauvre n'avait pas droit à notre respect. Les pauvres étaient regardés comme un résidu social qu'il fallait supporter, aider, mais sans se situer sur le plan des droits car, en se situant sur

Fondateur du mouvement «A.T.D.-Quart Monde» et membre du Conseil Economique et Social, le père Joseph Wresinski a présenté le mois dernier devant cette assemblée un rapport qui fera date sur la grande pauvreté et la précarité économique et sociale. Nous le remercions d'avoir bien voulu évoquer avec nous la situation d'injustice et d'inégalité qui est celle d'au moins un citoyen sur dix dans notre pays.

e plan, on posait la question du cours, et par conséquent de exigence de scolarité, de formation, de logement etc.

Mais envisager la pauvreté sous l'angle des droits nous mènera très loin, notamment à la transformation de l'école, à la transformation des rapports entre les pauvres et les autres, à la nouvelle attitude de l'Eglise à l'égard des pauvres. Nous sommes à un tournant dans l'histoire de la pauvreté.

Royaliste: Cette conception est contraire à la « morale » du libéralisme économique...

Père Wresinski: Il est vrai que beaucoup estiment que les droits se méritent. Le drame, c'est que lorsqu'on est dans une société où l'on estime qu'une partie de la population est inférieure, ceux que l'on regarde ainsi n'ont pas à lutter pour leur responsabilité. Parce que les droits sont toujours liés à l'idée de responsabilité. C'est d'ailleurs une difficulté qui est apparue au cours de l'élaboration



de ce rapport. Dès qu'il a été question de droits, s'est posée la question des effets pervers, on s'est demandé ce que les pauvres allaient faire de leurs droits, dès lors qu'on leur donnait de l'argent, des logements. Or il ne s'agit pas de donner; les hommes ne sont pas objets de droit mais sujets de droits capables d'assumer des responsabilités.

En réalité, le monde libéral qui reconnaît les droits de chacun accentue les droits du plus fort. Je n'ai rien contre Bernard Tapie, mais il ne peut être un idéal proposé à une so-

ciété. Une société ne peut se bâtir sur des Tarzan.

Royaliste: Vous insistez également sur la notion de participation...

Père Wresinski: Tout est lié. Dès lors qu'on ne reconnaît pas les pauvres comme sujets de droits, on ne leur reconnaît pas la possibilité de prendre leur responsabilité et cela arrange tout le monde. Les pauvres peuvent ainsi être mis à l'écart du débat politique, du débat religieux, du débat culturel, du débat social. On n'attend pas d'un assisté une parole. Et pourtant ! Les pauvres m'ont beaucoup plus appris que les livres. Le regard que les pauvres portent sur la société m'a plus appris sur la politique que n'importe quel débat. Or beaucoup pensent que c'est nous qui avons tout à apprendre aux pauvres, qu'ils ne sont pas nos partenaires, mais des êtres à la traîne. Au contraire, je suis persuadé qu'on n'arrivera pas à sortir les pauvres de l'ornière tant qu'il ne prendront pas part au débat politique, ce qui implique la prise de parole et l'organisation.

On nous reproche parfois de vouloir créer un parti politique du Quart Monde. Ce n'est pas la question. Lorsqu'on reconnaît aux pauvres un droit à la parole et qu'on leur donnera la possibilité de prendre leurs responsabilités, ils rejoindront les partis de leur choix. Il y a quelques dizaines d'années, le monde de la misère était très attaché à la monarchie mais, après la guerre, beaucoup ont rejoint le Parti communiste parce qu'ils avaient besoin d'être reconnus.

Royaliste: Maintenant que le Parti communiste décline, quelles sont les organisations qui attirent le plus ?

Père Wresinski: Les sectes exercent un attrait très fort parce qu'elles sont rigoureuses. Il y a désir d'harmonie entre ce que l'on pense et ce que l'on fait, une exigence qui n'est pas dénuée de foi, de religiosité.

Royaliste: La pauvreté n'est pas seulement une question matérielle...

Père Wresinski: En effet. Il y a la question de l'école, du travail, du respect qui doit exister entre les hommes. Mais il ne faut pas que ce constat donne un prétexte pour ne pas

donner aux pauvres l'argent nécessaire et les laisser crever de faim. Sans moyens financiers, on ne peut pas vivre dans une société comme la nôtre. Un revenu de base est indispensable, et ce ne peut être un revenu de survie. On n'a pas le droit de laisser les gens végéter, de façon à ce qu'ils ne se rebellent pas. Or ce calcul est fait, au moins inconsciemment. En France, on n'a jamais tout à fait oublié la Commune... Mais l'argent ne suffit pas. Il s'agit que chacun soit traité comme une personne. Or le drame de notre pays, c'est que le savoir n'est pas partagé, que la culture est réservée à certaines catégories. Je le sais bien, puisque j'ai vécu dans la misère et qu'on ne m'a jamais appris à aimer la musique, la peinture, les pays

vaient ce que j'avais vécu moi-même, c'est-à-dire l'extrême misère. Lorsque j'étais à la J. O.C, puis au séminaire, ensuite comme vicaire et curé de campagne, l'idée me hantait de sortir les jeunes de la misère. Dans ma paroisse de l'Aisne, j'étais considéré comme le « prêtre de la racaille » parce que je m'occupais beaucoup des journaliers et des familles les plus défavorisées. Quand mon évêque m'a envoyé à Noisy-le-Grand, le mouvement s'est créé d'emblée. J'étais démuni, je n'avais même pas à manger. Le premier jour, j'étais à la porte du centre d'accueil; une femme est venue me trouver pour me demander de l'aide et je lui ai répondu que je n'avais pas un sou. Elle m'a regardé, elle a vu que c'était vrai et elle s'est mise

Reconnaître les droits des pauvres

étrangers. J'étais un émmuré dans mon taudis, dans mon ghetto. Cette situation des pauvres est également très grave au point de vue religieux: la religion a besoin de beauté, de poésie, pour pénétrer le cœur et l'intelligence. Ce que notre mouvement s'efforce de faire, c'est à la fois de donner à manger à ceux qui ont faim, et de leur donner à entendre et à voir des choses belles.

Royaliste: Nous sommes dans une société de communication, qui semble donner plus facilement à voir et à entendre...

Père Wresinski: Dans le monde de la misère, il y a le bruit. Radio et télévision fonctionnent toute la journée, mais l'enfant peut-il vraiment former sa pensée par ce biais ? Il y a des images et des sons, mais il y a des conditions qui permettent ou qui ne permettent pas d'être réceptif. Ces images et ces sons ne remplacent pas la rencontre et l'échange qui donnent un sens à ce que l'on voit et entend.

Royaliste: Pourriez-vous présenter à nos lecteurs le mouvement que vous avez fondé ?

Père Wresinski: C'est un mouvement qui est né au cœur de la misère. D'une certaine manière, je peux dire que je le portais en moi puisque, à partir de l'âge de dix-huit ans, j'ai rencontré des jeunes qui vi-

à rameuter tout le monde en criant: « Venez-voir, un curé qui est con comme la lune, il n'a pas un rond ! ».

Tel fut le point de départ. J'étais dans ce camp de 252 familles, je m'y sentais heureux et des gens sont venus et sont restés avec moi: une femme diplomate, des professeurs, des journalistes, le fils d'un pasteur anglican, une Danoise qui avait un sourire extraordinaire... Nous avons vécu une épopée. Les gens se rassemblaient autour de nous, trouvaient un sens à ce que nous faisions, ils nous accompagnaient autant que nous les accompagnions. Progressivement, il s'est créé un volontariat qui s'est développé, et nous sommes aujourd'hui trois cents.

Ainsi, ce mouvement n'est pas né d'une théorie mais d'une rencontre entre un prêtre sans le sou et un peuple qui l'a reconnu comme faisant partie de lui-même. Et, de même, le volontariat s'est fait sans idée préconçue, avec la population. C'est ainsi que le mouvement a grandi, a été reconnu en France et à l'étranger. Il est devenu une présence politique revendiquant toujours la place des plus pauvres dans notre société, non comme des objets d'assistance mais comme des sujets de droits.

Propos recueillis par Bertrand RENOUVIN

Préface

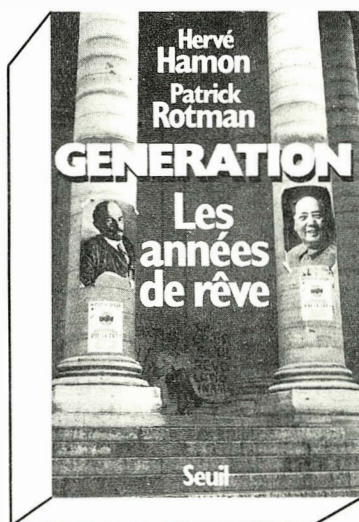
Les années roses

A peine publié, le nouveau « Hamon et Rotman » est déjà à la mode. Il mérite beaucoup mieux.

Autant le dire d'emblée, et sans intention de flatter des auteurs qui n'en ont nul besoin: **Génération**, le nouveau livre d'Hervé Hamon et Patrick Rotman (1), est excellent. Dans le genre qui est le leur, celui de l'histoire immédiate, ils se sont depuis longtemps imposés en nous racontant, comme si nous en étions, les porteurs de valises du F.L.N., les intellocrates, la deuxième gauche et les professeurs.

Avec **Génération** c'est autre chose. Non plus l'histoire d'un groupe ou d'une corporation, mais celle d'une espérance. Oh ! bien sûr, pas celle, si courte et raisonnable, d'adolescents qui se contentaient de vibrer au son du rock, en préparant sagement le métier ou la carrière qui leur permettrait d'accumuler les « choses » attrayantes de la société de consommation. La génération ici décrite est celle des garçons et des filles qui refusaient l'engourdissement dont parle Georges Pérec dans un roman mémorable (2).

En retracant les itinéraires de cette révolte vécue sous la



bannière du marxisme, en décrivant les figures déjà historiques des gauchistes du Quartier latin, Hamon et Rotman ont pris des risques avec leurs lecteurs et sans doute avec eux-mêmes. Ces années de rêve - celles de la crise de l'Union des Etudiants Communistes, des trotskystes de Krivine, des maoïstes althussériens, des Barbudos de La Havane et de l'Orient rouge du Président Mao, de Mai 1968 enfin, peuvent être revécues sur le mode de la sympathie amusée pour les

péchés de jeunesse (la sienne ou celle des autres), provoquer de nouvelles séances d'auto-flagellation ou, comme on le voit déjà, alimenter la nostalgie du bon vieux temps des Beatles et de Che Guevara.

Le livre, et la génération qu'il met en scène, valent mieux que ces pratiques dérisoires sur soi-même et sur cette époque à la fois proche et lointaine. On se tromperait en les considérant comme expression et mémoire d'un folklore politique. L'extrême gauche a eu ses héros - ne citons pas de noms - et ses martyrs, tels Pierre Goldman assassiné à Paris en 1979 et Michèle Firk qui se suicida au Guatemala pour échapper à la torture policière. On se tromperait encore en affirmant, comme Philippe Barret, ancien maoïste devenu technocrate, que l'activisme révolutionnaire n'a servi à rien. Beaucoup de nos convictions et de nos comportements actuels naquirent, furent éprouvés ou annoncés pendant les années soixante, par cette génération politique plus que par toute autre, avec des passions et dans des paradoxes extrêmes. La crise de l'U.E.C. annonçait celle du Parti communiste, le retour à Marx préfacait la décomposition du marxisme, et l'exigence démocratique, celle de la liberté individuelle et de l'égalité, commençait à s'affirmer de mille manières...

Mais assez disserté. Que vous ayez côtoyé, combattu ou regardé de loin cette génération révolutionnaire, ou que vous soyez né quand elle régnait sur le Quartier latin, ouvrez le livre de Hamon et Rotman et prévoyez une nuit blanche.

B. LA RICHARDAIS

(1) **Génération, I - Les années de rêve.** Le Seuil 1987. Prix franco: 128 F.
(2) Georges Pérec, **Les Choses.** Collection Presses-Pocket. Franco: 24 F.

1789

La mission d'Edgar

Pour célébrer le bi-centenaire de la Révolution, Edgar Faure paraît être l'homme adéquat. Lorsque le 15 septembre 1986, Michel Baroin avait été nommé à la tête de la mission de célébration du bi-centenaire de la Révolution, nos lui avions souhaité bonne chance, et espéré qu'il s'en tienne à l'écart des passions que l'approche de cette commémoration ne pouvait manquer de susciter. De fait, le western historico-politico-métaphysique a commencé d'être rejoué, sans que le président de la mission s'y engage.

Unanimement déplorée, sa disparition tragique, début février, posait un délicat problème de succession dans une œuvre à peine ébauchée. En s'accordant sur le nom d'Edgar Faure, le Président de la République et le Premier ministre ont fait un choix judicieux: la fonction exige la souplesse et l'intelligence dont l'ancien président du Conseil n'est certes pas dépourvu, et le fait qu'Edgar Faure ait fréquenté plusieurs familles politiques et intellectuelles au cours de sa vie politique représente un atout supplémentaire.

Comme à son prédécesseur, nous souhaitons bon travail au nouveau président de la mission pour le bi-centenaire, en exprimant les mêmes soucis qu'en septembre dernier: qu'on n'oublie pas le rôle majeur de la monarchie dans l'invention de la démocratie moderne, que cet anniversaire ne recrée pas deux camps dans une guerre civile artificiellement rejouée, et que chaque tradition politique accepte enfin d'assumer l'héritage de la Révolution de 1789, dans ses décisions comme dans ses tragédies.

Y.L.

demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et les brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

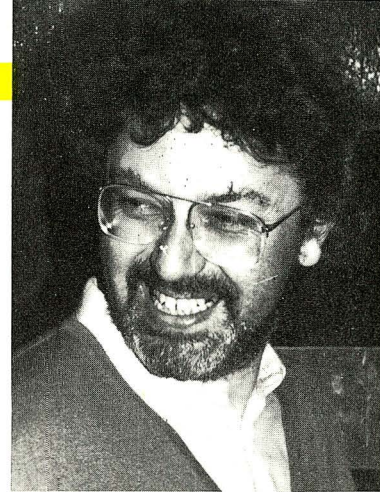
Nom:
Prénom:
Date de naissance : Profession :
Adresse:

désire recevoir sans engagement de ma part une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à retourner à :

« Royaliste », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Le don de la vie

Gérard Leclerc



Notre journal a suivi de près ces derniers mois les développements de la réflexion sur la bioéthique. Ils commandent suffisamment notre avenir pour requérir l'attention la plus exigeante. La publication d'un document de la Congrégation romaine pour la doctrine de la Foi qui répond avec franchise à toutes les questions posées par la procréation assistée, constitue dans ces conditions un événement de première importance. Qu'il ait fait immédiatement l'objet d'une polémique nourrie ne fait que renforcer son intérêt. Beaucoup se demandent s'il s'agit bien là du dernier mot de la réflexion catholique sur le sujet. Le simple fait que Jean-Paul II ait donné son approbation au texte signé par un de ses principaux collaborateurs, le cardinal Ratzinger, est suffisamment significatif de l'autorité d'une prise de position, qui a été décidée rien moins que légèrement.

Autant aller directement au cœur du sujet, de cet interdit lancé sur les méthodes de fécondation artificielle, qui fait déjà crier quelques chercheurs contemporains à une nouvelle affaire Galilée (!). Certains et même beaucoup espéraient une position qui permettrait aux parents marqués par le drame de la stérilité, d'accéder à une méthode qui, pour relever d'une technique souvent défailante et éprouvante n'en débouchait pas moins sur la joie de l'enfant. La Bible n'évoque-t-elle pas cette joie indicible de Sara ou d'Elizabeth avec ce don du ciel qui permet la réalisation des grandes promesses ? Qu'importent, pensaient-ils, les aléas problématiques, les épreuves opératoires plusieurs fois recommencées, si elles débouchent sur le but tant espéré ?

LE PROJET ET LES MOYENS

Des théologiens parlaient ce langage et le parlent encore. Le projet justifierait sinon tout, du moins cette médiation de la technique. Le préfacer de l'édition du Cerf, le Père Gérard Mathon, doyen de la faculté de théologie de la Catho de Lyon et président de l'association des théologiens pour l'étude de la morale, conteste directement le point de vue romain : « On se demande si l'analyse classique de l'acte humain, telle qu'elle est mise en œuvre dans l'Instruction, correspond encore, et jusqu'à quel degré, aux approches qu'en fait l'homme d'aujourd'hui marqué par une culture qui a intégré les philosophies de l'intentionnalité, la psychologie et les autres sciences humaines. Peut-on encore envisager d'évoquer le meurtre « en soi », l'avortement « en soi » et ici la FIVETTE, indépendamment non seulement des circonstances, des intentions, mais plus profondément du projet qu'ont ceux qui y recourent ». (1) Étonnante problématique, qui demanderait pour le moins quelques explications... Sinon, on voit mal comment pourrait tenir le « Tu ne tueras point » qui surgit dans la Bible sans aucune évocation de circonstance et de projet. Par ailleurs, il faudrait savoir en quoi réside la nouveauté d'une morale du projet, alors que la notion de fin commande toute la réflexion morale traditionnelle.

Il est vrai que la question des moyens n'est pas mineure et que le document romain n'entend pas faire l'impasse sur ce moyen qui s'appelle la FIVETTE (Fécondation in vitro et transplantation de l'embryon). Celui-ci doit être jugé « en lui-même et ne peut emprunter sa qualification morale définitive ni à l'ensemble de la vie conjugale... ni aux actes conjugaux qui peuvent le précéder ou le suivre ». On conviendra peut-être que c'est bon sens élémentaire même si, pour être juste, les conséquences sont

rudes. Comment laisser tout ce qu'a supposé et suppose la FIVETTE au simple compte des pertes et profits ? Peut-on vraiment traiter le matériau humain comme n'importe quel matériau d'expérimentation ? Il suffit de lire l'honnête Testart pour connaître l'itinéraire qui mène à Amandine, et qui passe par tous ces essais avortés, ces manipulations aventureuses, cette utilisation de sperme (le plus souvent celui de l'expérimentateur) pour faire réagir un œuf, au risque de le féconder ou plutôt dans le but de le féconder. Ce simple fait ne pose-t-il pas déjà de sérieuses questions de conscience ?

CETTE UNION EST UN GRAND MYSTÈRE

Il y a aussi tous les autres aléas et d'abord ces embryons élégamment nommés surnuméraires, non utilisables directement pour l'implantation dans le corps de la femme et qui seront ou congelés (pour quelle destination ?) ou détruits. Cette question a déjà retenu l'attention de notre comité national d'éthique. Elle aussi est capitale. Et il faut ajouter bien sûr l'ouverture à l'inconnu, c'est-à-dire les manipulations génétiques, et tout ce qui a inhibé Testart pour de nouvelles recherches...

Je sais bien que l'interdit romain va au-delà de toutes ces objections. On pourrait admettre, en effet, que les techniques se perfectionnent au point de ne produire que des réussites. Pourquoi ne pas admettre alors, dans le cadre minimum requis pour l'Eglise - c'est-à-dire du mariage stable sans intervention extérieure (don de sperme ou mère porteuse) un recours raisonnable en cas de stérilité à une fécondation in vitro ? Eh bien non, le cardinal Ratzinger, approuvé par le Pape, refuse même cette possibilité, pourtant déjà mise en œuvre dans des institutions chrétiennes, notamment à l'Institut Catholique de Lille.

Ce langage est rude à entendre. Et pourtant, il se fonde sur une anthropologie directement référée à la Bible. Curieux paradoxe de notre temps : cette Eglise accusée d'avoir peur de la sexualité, de la refouler sinon de la nier, la promeut au point de ne pouvoir envisager que l'acte de procréation se fasse en dehors d'elle.

Il y a deux façons d'interpréter cette position. La première se réfère à une sorte de scholastique desséchée, autour d'une notion comme celle de nature, sujette souvent à des exercices un peu vains. La seconde s'enracine dans la richesse de l'enseignement biblique, celui que rappelle le cardinal Lustiger avec force dans un article du « Monde » : « La révélation de Dieu offre une vision responsable de l'union sexuelle et de la procréation, qu'elle intègre dans la liberté morale des époux et dans leur vocation personnelle à l'alliance avec Dieu ». Cette union sexuelle est alors tellement essentielle qu'on ne saurait sans impiété grave lui substituer une sorte de prothèse technique. Car cette union est un grand mystère. Il est, dit l'apôtre Paul, l'image des liens du Christ avec l'Eglise. Je sais bien que pour aller au bout des implications d'une telle pensée, il faut participer à sa mystique. Même si l'on ne va pas jusque là, on conviendra peut-être que l'exigence maximale de l'Eglise catholique constitue dans l'incertitude éthique d'une technique dominatrice le plus sûr moyen de repère.

Gérard LECLERC

(1) Le don de la vie - Respect de la vie humaine naissante et dignité de la procréation, Editions du Cerf.

Quel ordre ?

Une vie de flic

Quand un ministre chargé de la Sécurité se déshonore par des déclarations ignobles, il est rassurant de lire le livre d'un flic qui rappelle que le maintien de l'ordre est une mission qui a ses règles, un métier qui a sa déontologie.

Au moment où l'on annonce une diminution de la criminalité en France, les Laurel et Hardy du Ministère en profitent pour faire des déclarations inquiétantes. Pour l'un « la démocratie s'arrête ou commence les intérêts de l'Etat », quant à l'autre, parlant de Malik Oussebine, il a déclaré au « Monde » « La mort d'un jeune homme est toujours regrettable, mais je suis père de famille, et si j'avais un fils sous dialyse, je l'empêcherais de faire le con dans la nuit », et pour bien montrer qu'il connaissait son boulot de flic : (d'ailleurs) « son frère passe pour un financier international douteux »... (1). Incidemment, sous couvert du maintien de l'ordre, on insinue une philosophie de l'ordre contraire aux intérêts des citoyens, et rejetant une grande partie de la population.

Le livre que vient de publier Bernard Deleplace, responsable du syndicat majoritaire de la police, remet les choses en place. L'auteur n'hésite pas à affirmer : « Nous sommes voyeurs par obligation. Cette situation nous force à nous interroger, à questionner le monde dans lequel nous vivons, à discuter le fonctionnement de la société et de la police, à réfléchir aux causes et aux remèdes. Un policier qui ne se pose pas de questions est un flic aveugle à son métier, lui-même refusant de le comprendre et de le maîtriser ».

C'est lors des manifestations étudiantes de décembre dernier, après diverses bavures, dont l'assassinat d'un étudiant par les brigades de motocyclistes, que Deleplace fit son premier vé-

ritable coup médiatique. Il fit passer le plus étrange communiqué de presse qu'un policier eut jamais commis : « Le maintien de l'ordre est une mission parmi d'autres, nous devons la remplir. Mais, comme toutes nos tâches, elle a ses principes professionnels. Oui, le tir tendu de grenades lacrymogènes est prohibé par nos instructions. Oui, frapper un manifestant à terre et sans défense, c'est se déshonorer soi-même »...

Dans son livre B. Deleplace tente d'expliquer comment un fils du Nord monte à Paris et

rentre chez les « Pétains », comme le lui reprochera l'une de ses grands-mères. C'est le récit d'une enfance laborieuse dans le monde des Chtimis, d'une adolescence exploitée par des petits patrons caricaturaux. Dès l'origine il entend son père fulminer contre l'hypocrisie : « Il admettait mal qu'on puisse voler son argent sur le dos des autres et aller ensuite se racheter à l'église le dimanche ». Ce même père avait été un temps C.R.S. mais avait fuit l'institution naissante après l'ordre donné de matraquer les mineurs du Nord. Le fils Deleplace, issu d'un milieu populaire, travailleur, honnête, droit, a en apparence tout pour faire un bon flic... jusqu'à ces petits-vols qu'il a commis dans

son adolescence. En lui rappelant sa communauté d'origine avec le voleur il lui permettront de mieux comprendre son métier de gardien de l'ordre.

C'est dire aussi l'honnêteté et le courage de ce flic syndicaliste qui, face à la hantise de l'insécurité, et la propagande de groupes extrémistes, obtiendra que soit placardée dans les commissariats (du temps de la gauche) la déclaration des droits de l'homme et du citoyen !

François MARIN

Bernard Deleplace - Une vie de flic - Ed. Gallimard.
(1) Le ministre Malhuret, et l'ancien ministre Devaquet ont eu le courage de se désolidariser fortement de ces propos.

Images

"Les héritiers"

Dupes ou Salauds ?

Quand la fiction et la réalité se rejoignent, il y a de quoi avoir des sueurs froides. Surtout lorsqu'il s'agit du nazisme.

En ce moment, on peut voir, dans quelques cinémas seulement, un long métrage autrichien de 1983 sur la résurgence du nazisme : *Les héritiers*. C'est l'histoire de deux adolescents viennois mal dans leur peau, qui vont chercher à donner un sens à leur vie en adhérant à un parti vaguement écolo mais qui, à la longue, se révèle franchement nazi. Pour les têtes pensantes du mouvement, les camps de concentration sont une vue de l'esprit mal intentionné des juifs, des homosexuels, des gauchistes et autres drogués qui veulent nuire à l'intégrité du

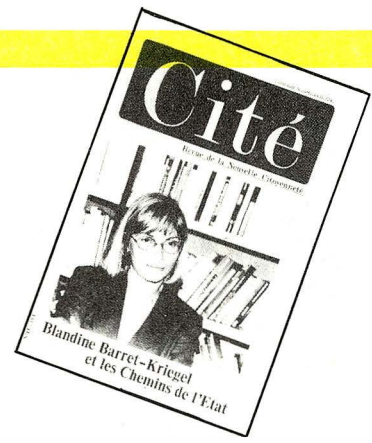
peuple germanique... Face au vide de leur existence, nos deux héros se laissent convaincre. Et ce, d'autant plus facilement que le parti leur donne tout ce que leurs familles respectives (pourtant opposées de par leurs origines sociales) étaient incapables de leur garantir. Bien sûr l'escapade se terminera en drame.

Il y a quelques années, dans le cadre des rencontres du cinéma « Utopia » d'Avignon, le film avait été présenté sans titre. A la fin de la projection, le public fut invité à en donner un. Un spectateur proposa alors *Les dupes*. Tollé général, pour

les spectateurs les deux jeunes gens n'étaient pas des dupes, mais bel et bien des salauds. Cette anecdote est révélatrice de l'ambiguïté de ce genre de film. L'intention du cinéaste est de nous présenter deux victimes manipulées, mais le spectateur est surtout sensible au retour du nazisme et de ses méthodes expéditives.

Malgré des lourdeurs et des maladroites, ce film présente l'intérêt d'avoir décrit avec lucidité - avant l'affaire Waldheim - un aspect de l'Autriche que les Français ignoraient. Contrairement à l'Allemagne fédérale, ce pays ne semble pas avoir refermé les plaies ouvertes par la seconde guerre mondiale. Que l'on songe simplement aux propos tenus récemment par Jorg Haider, le très contesté leader du parti libéral autrichien, pour dénoncer la diffusion du feuilleton télévisé « Holocauste » dans son pays. Les problèmes soulevés par *Les héritiers* ne sont pas loin !

Nicolas PALUMBO



A paraître

Dossier Etat

Le prochain numéro de notre revue «Cité» nous mènera sur les «chemins de l'Etat» avec Blandine Barret-Kriegel. Pourquoi ?

comme celui de Dynastie que Philippe Cailleux évoque en rendant compte de l'ouvrage de A.W. Lewis sur «Le sang royal». Ne sont pas étrangères à cette tentative de repenser l'Etat dans sa continuité, les réflexions de Bernard Bourdin sur les conceptions «royalistes» de saint Thomas d'Aquin.

En bref, le prochain numéro de «Cité» sera la matière de bien des discussions sur ce monstre étatique en face duquel

les citoyens se sentent bien faibles.

La conclusion provisoire - ou plutôt l'a-priori - en est pour nous que, si la démocratie est le souci de garantir chacun contre les excès de l'Etat, la République n'est pas la mieux placée en France pour la garantir. Née d'une rupture, la République a fait de la démocratie un enjeu du combat idéologique, avec toutes les confusions de vocabulaire qui y affèrent et troublent une évolution paisible des

institutions. Ce que le renouveau de la science politique découvre, c'est que la démocratie était inscrite dans le devenir de notre Droit public. L'idéologisation en a retardé l'avènement et en rend, aujourd'hui encore, la pratique hésitante. A suivre... et à discuter.

Le n°15 de «Cité» paraîtra fin mars. Il comportera, outre ce «dossier Etat» avec une présentation de ses travaux par B. Barret-Kriegel, une étude sur Jérusalem, une revue des Revues, des chroniques de Lettres étrangères (J.L. Borges, Jakub Deml). A commander dès aujourd'hui: 35 F franco, CCP «Cité», 23 982 63 N Paris. On peut aussi s'abonner (4 numéros: normal 125 F - soutien 200 F).

MERCREDIS DE LA N.A.R.

est alors servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du buffet 20 F).

Mercredi 18 Mars - A travers les personnages de son dernier livre Philippe SOLLERS poursuit son interrogation sur notre temps, notre société. Il viendra nous présenter «Le cœur absolu», histoire étonnante d'une société secrète fondée à Venise vers la fin du 20ème siècle et dont l'une des figures légendaires est Casanova.

Mercredi 25 Mars - Parmi les jeunes philosophes, Jean-Luc MARION est un des meilleurs de notre temps. Après avoir établi le constat de mort de la philosophie traditionnelle, il s'emploie dans «Prolégomènes à la charité» à découvrir une autre voie. S'il n'y a pas une philosophie de l'Etre pourquoi n'y aurait-il pas une philosophie de l'Amour ?

Mercredi 1er Avril - Co-auteur d'un essai remarqué sur «La pensée 68» Luc FERRY qui

anime le Collège de Philosophie, récidive aujourd'hui en publiant «68-86 Itinéraires de l'individu». Selon lui, au-delà des différences entre les révoltes de Mai 68 et les manifestations étudiantes de décembre dernier, l'on retrouve le même cheminement de l'individualisme contemporain. Cet essai «à chaud» de philosophie immédiate mérite une discussion approfondie.

ATTENTION - Exceptionnellement la réunion commencera à 20h 30.

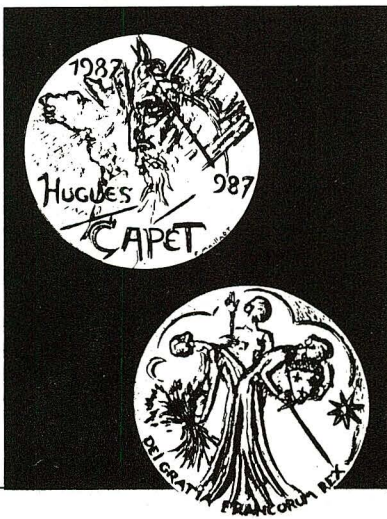
Pour commémorer le millénaire capétien, la Monnaie de Paris édite une médaille signée F. Maillart. D'un module de 81mm, son tirage est limité à 1000 exemplaires.

La médaille officielle du Millénaire

éditée par

Monnaie de Paris Créateur de Trésors

depuis 1585



BULLETIN DE COMMANDE

NOM:

Adresse:

commande la médaille du millénaire

☐ en bronze (franco 250 F)

☐ en bronze argenté (franco 390 F)

Règlement à l'ordre de «Royaliste»

Un an de «libéralisme»



Le 21 juillet dernier, en présentant un premier bilan de son action, Jacques Chirac déclarait qu'«avant la fin de l'année, la France aura un autre système de valeurs que celui sur lequel elle vivait précédemment». Ridicule dans sa prétention inouïe, la prophétie de notre Premier ministre révélait tout à coup la démesure du fragile vainqueur du 16 mars. A force de rivaliser avec la gauche, le président du RPR avait fini par imiter sa vieille ambition théorique et pratique, qui ne survécut d'ailleurs pas à l'épreuve du pouvoir.

Séduit par le prestige de l'idéologie, fasciné par la puissance qu'il lui prêtait, Jacques Chirac et ses amis publièrent qu'ils en avaient une, exactement contraire aux doctrines qu'ils supposaient victorieuses. Ce jeu d'apparences, si utile pour la propagande, aurait normalement dû cesser dès le retour de la droite aux affaires. Las ! Si l'on en croit le discours du 21 juillet, le Premier ministre avait fini par se persuader, au moins quelques instants, de la grandeur de son Idée et de la force de son Projet, en oubliant la pauvreté des analyses et la faiblesse des réflexions qui inspiraient le hâtif bricolage intellectuel qu'on nomme aujourd'hui «libéralisme».

ECHECS

Idéologues sans idéologie, Jacques Chirac et son gouvernement eurent en outre le tort de croire, comme les socialistes qu'ils avaient été élus pour créer un «nouveau système de valeurs», ou du moins pour réformer en profondeur la société alors que leurs électeurs souhaitaient des résultats immédiats et concrets. Après un an d'existence, il faut constater que le gouvernement Chirac a perdu sur les deux tableaux - celui des réformes qu'il se promettait d'accomplir, celui de la bonne gestion qu'on attendait de lui.

Les réformes dites «de société» ont

été conçues avec une étonnante naïveté théorique et menées dans l'aveuglement. Le libéralisme économique ? Il n'est pas besoin d'être grand clerc pour s'apercevoir que «moins d'Etat» ne signifie pas automatiquement plus de marché, de concurrence et de responsabilité. Soit qu'il secrète des mécanismes protecteurs, soit qu'il se constitue grâce à l'organisation étatique, le marché, et les entrepreneurs réputés dynamiques qui opèrent sur celui-ci, ont besoin des pouvoirs publics. La privatisation de chaînes de télévision ? Elle illustre bien le paradoxe du capitalisme libéral, qui favorise les objectifs hégémoniques de quelques groupes, au nom d'une libre concurrence aussitôt découragée ou détruite. Le capitalisme populaire ? C'est au mieux une illusion puisque les petits actionnaires n'ont aucun pouvoir sur les sociétés, mais ce pourrait être une catastrophe pour les épargnants si la tendance boursière se retournait brutalement. La réforme de l'université ? On sait que l'annonce d'un surcroît de compétition et de sélection a provoqué la révolte d'étudiants et de lycéens attachés aux principes de liberté et d'égalité. Sa répression violente a creusé, entre cette jeunesse et la droite, un fossé qui n'est pas prêt de se combler - et ce ne sont pas les récentes déclarations de Robert Pandraud, insultant la mémoire de Malik Oussekin, qui arrangeront les choses...

Reste, après tant d'erreurs et d'échecs, la réforme du code de la nationalité, que M. Chalandon s'obstine à ne pas vouloir retirer. La manifestation du 15 mars, à laquelle la Nouvelle Action Royaliste a naturellement participé, lui a montré que les pratiques d'exclusion et d'expulsion étaient contraires à toutes nos traditions spirituelles et politiques.

Quant à la gestion économique et sociale, elle se révèle d'une inquiétante médiocrité. Croissance molle, investissement faible malgré les cadeaux et

les privilèges accordés au patronat, prix en dérapage mal contrôlé, perspectives toujours plus sombres en matière d'emploi, franc déprécié, commerce extérieur déséquilibré, ne compensent pas la réduction du déficit budgétaire - si tant est que ce soit un critère de bonne politique.

RISQUES

Homme aux pulsions contradictoires, vivant et pensant dans l'instant, Jacques Chirac ne peut ignorer qu'il a perdu son pari Chef de parti efficace, il n'a pas su faire la preuve de ses qualités d'homme d'Etat.

Point de joie mauvaise dans ce constat, qui crée une situation de vide. Déçu par l'expérience socialiste, déçu par la tentative libérale, le pays se trouve aujourd'hui dépourvu de perspectives politiques. Le Parti communiste agonise, et le Parti socialiste n'a toujours pas présenté de projet de remplacement. Tandis que le Président de la République reste silencieux, conformément aux exigences de sa fonction, les candidats déclarés tentent de se poser en recours pour chacun des deux camps. Mais le conservatisme de Raymond Barre et la fragilité de Michel Rocard empêchent qu'ils soient, l'un ou l'autre, les hommes des temps difficiles. Or les nôtres le sont. Les transformations techniques, les carences économiques, l'évolution des mentalités, l'injustice visible de notre société, sa violence ouverte et cachée, l'absence de dialogue entre l'Etat et les citoyens, créent une situation instable, qui réunit toutes les conditions d'une explosion de grande ampleur. Nul ne peut en prédire le moment car les Français aiment se faire des surprises. Mais elle aura lieu si la classe politique, de droite comme de gauche, reste enfermée dans ses routines.

Bertrand RENOUVIN